

guerre, avait baissé. Certains simples députés de notre parti prirent sur eux de présenter la cause à la Commission des transports du Canada, comme on l'appelait alors, et nous avions en même temps convaincu le ministre de l'Agriculture de l'époque, M. Alvin Hamilton, d'entreprendre dans son ministère certains relevés à titre d'essai. Nous avons réussi par ces moyens à faire modifier la loi sur les chemins de fer de façon à ce que la graine de colza soit classée comme un grain et puisse être acheminée vers les marchés d'exportation aux mêmes taux que le blé, l'avoine et l'orge. Le gouvernement a aidé à encourager la vente de graine de colza et aujourd'hui son exportation joue un rôle important dans notre économie nationale. C'est une preuve de ce que peut faire un gouvernement compétent, doué d'esprit d'initiative, et qui a le souci de servir les intérêts des cultivateurs et d'autres membres de la communauté agricole. Les cultivateurs veulent qu'à Ottawa le gouvernement ait leurs intérêts à cœur et soit prêt à prendre les dispositions qui s'imposent pour maintenir la viabilité de l'économie agricole dans l'Ouest.

• (11.10 p.m.)

Il y a bien d'autres aspects à considérer. Ainsi, il est grand temps que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand) examine la situation. Il y aurait d'excellentes raisons, et nous avons tenté de le démontrer à la Chambre, pour tenter de modifier la structure économique de l'Ouest canadien en suscitant dans certaines régions un essor industriel raisonnable, qui permettrait de relancer l'économie du pays en même temps que l'économie agricole. C'est une mesure tout à fait essentielle et pourtant le ministre de l'Expansion économique régionale n'a tenu aucun compte de nos suggestions.

En outre, pourquoi ne pas essayer d'assurer de l'emploi aux habitants de l'Ouest canadien? Cela aussi pourrait faire partie d'un vaste programme qui, combiné avec la mesure à l'étude, se révélerait probablement acceptable et prouverait aux gens de l'Ouest canadien que le gouvernement se rend compte de leurs difficultés et est prêt à y remédier.

Si le gouvernement, et notamment le ministre de l'Agriculture, sont prêts à examiner ces propositions, je puis leur assurer l'appui le plus ferme possible de la part des membres de notre parti. Mais le programme en soi est insuffisant. Il ne saurait remédier à la situation et, compte tenu de la façon de penser des gens de l'Ouest canadien, il ne peut qu'aggraver la situation qui existe actuellement dans ces provinces.

[M. Baldwin.]

[Français]

M. Marcel Roy (Laval): Monsieur l'Orateur, je serai bref. Je prends part à ce débat, qui touche peut-être plus spécialement les provinces de l'Ouest, en ma qualité de député et de citoyen d'une province de l'Est du Canada, qui représente un marché potentiel pour le blé de l'Ouest.

Je favorise l'octroi de la subvention de 100 millions de dollars aux agriculteurs de l'Ouest. C'est là une preuve que le gouvernement est conscient de ses responsabilités et désire faire face à ses obligations.

J'ai sous les yeux un proverbe chinois qui se lit ainsi:

Si tes projets portent à un an, sème du grain. S'ils portent à 10 ans, plante un arbre. S'ils portent à 100 ans, instruis le peuple. En semant une fois du grain, tu récolteras une fois. En plantant un arbre, tu récolteras dix fois. Mais en instruisant le peuple, tu récolteras 100 fois.

Nous avons actuellement à faire face à une diversification dans le domaine de l'agriculture. Je mentionnais, la semaine dernière, que le taux de productivité, dans le domaine agricole, augmenterait de 6.9 p. 100 annuellement, au cours des dix prochaines années, comparativement à 3 p. 100 dans le secteur industriel.

Il nous faut absolument donner une nouvelle orientation à l'agriculture. Tous les députés seront d'accord là-dessus. Il nous faut étudier la possibilité d'établir de nouveaux marchés, considérer toutes les possibilités et essayer de trouver la solution la plus adéquate.

Tous les députés désirent apporter, d'une façon très objective, des solutions au problème. Je voudrais d'abord le définir, en tenant compte de l'importance de l'agriculture dans l'économie du pays.

Les agriculteurs de l'Ouest produisent 55 p. 100 des produits agricoles au Canada, dont plus de 40 p. 100 sont destinés à l'exportation. Toutefois, dans les provinces de l'Est, les agriculteurs produisent pour moins de 500 millions de dollars sur deux milliards de dollars et seulement 10 à 15 p. 100 de cette production est destinée à l'exportation.

Or, les problèmes sont absolument les mêmes dans l'Est et dans l'Ouest. Il existe des excédents de production dans l'Ouest et dans l'Est. Un seul ministère est en cause. La décision de verser une subvention de 100 millions de dollars aux agriculteurs de l'Ouest me semble tout à fait normale.

Toutefois, lorsque j'ai appris, vendredi dernier, que le ministre sans portefeuille responsable de la Commission canadienne du blé avait annoncé l'octroi d'une subvention de l'ordre de 100 millions de dollars aux produc-